

## Le découplage

Il ne faut pas se laisser impressionner par les foucades de Donald Trump. Derrière les volte-face, les assertions contradictoires et les changements de pied dont il est coutumier, il y a une vision de fond : seule importe l'Amérique, le reste ne compte pour rien. Sur ce point, Trump pense comme ses prédécesseurs, mais avec néanmoins deux grandes différences. La première est qu'il ne voit plus l'utilité de chercher à se justifier en recourant à l'habituelle propagande missionnaire en faveur des sublimes idéaux (« la démocratie et la liberté »). Il dit tout de go que c'est à prendre ou à laisser. La seconde est qu'il a bien compris que les aventures militaires coûtent aux Etats-Unis beaucoup plus qu'elles ne leur rapportent. Raison pour laquelle il veut tout faire passer par le commerce.

Il n'est ni isolationniste ni pacifiste : il sait très bien que le « doux commerce » n'exclut ni les agressions commerciales, ni les chantages commerciaux, ni les conquêtes commerciales. Trump ne s'intéresse fondamentalement ni à la politique, ni à la géopolitique, ni aux idées, ni à la diplomatie, ni aux relations internationales. Il ne s'intéresse qu'aux rapports de force et au *business*. En bon *deal maker*, il n'a ni amis ni ennemis de principe, mais des partenaires de marché. Tout selon lui peut être acheté ou vendu, y compris Gaza ou le Groënland. C'est en outre un capitaliste néo-mercantiliste : dans tout accord commercial, il doit y avoir un gagnant et un perdant (il s'agit toujours d'un jeu à somme nulle).

En février dernier, le vice-président américain J.D. Vance s'est rendu à Munich pour dire aux Européens tout le mal qu'il pensait d'eux. Nombre de ses reproches étaient justifiés, mais l'idée sous-jacente était que le mépris de l'Europe fait désormais partie du credo de l'Administration américaine. Ce mépris est d'ailleurs

partagé par Poutine, qui a été nourri par l'expérience. Quelques semaines plus tard, Donald Trump humiliait et ridiculisait Volodymyr Zelensky dans le Bureau Oval. A l'ONU, les Etats-Unis et la Russie votaient ensemble contre les Français et les Anglais. Un peu plus tard encore, avec ses déclarations ébouriffantes sur les droits de douane, le président américain déclarait la guerre commerciale au monde entier.

Nous sommes là dans un basculement historique dont beaucoup n'ont pas encore pris la pleine mesure. Depuis quelques mois, nous assistons en direct à la dislocation de l'« Occident collectif », à la fin de la mondialisation libérale, au découplage entre l'Europe et les Etats-Unis. Et aussi au début de la fin de l'ère libérale : les quatre principales puissances mondiales (Etats-Unis, Chine, Russie, Inde) peuvent maintenant être considérées, à des titres divers, comme des puissance « illibérales ». Les organisations internationales et l'ONU n'ont aucune prise stratégique sur les conflits en cours, le lien transatlantique s'est cassé, l'Alliance atlantique est en crise et l'OTAN (dont le dernier sommet ressemblait à concours d'obséquiosité dans un bocal à cornichons) est en passe de rendre l'âme. Ce serait une grave erreur de croire qu'après la « parenthèse Trump », on pourra en revenir au *statu ante quo*. Ce qui s'est brisé ne se recollera pas. Un nouveau Nomos de la Terre s'annonce. C'est un tournant de l'histoire mondiale.

Le rapport de forces a partout remplacé le droit, ce qui a au moins le mérite d'éclaircir les choses. A l'ère des grands prédateurs, mais aussi des Césars, nous sortons de l'époque où l'on pouvait s'en remettre pour régler les problèmes aux normes, aux règles et aux procédures. Le droit international s'efface quand la nécessité vitale de maintenir sa propre forme d'existence est menacée et que sonne l'heure des décisions politiques existentielles. Il ne faut pas s'en étonner.

Quelles leçons tirer du découplage entre l'Europe et l'Amérique ? D'abord que ceux qui disaient hier que c'était une erreur pour les Européens de se défausser sur les Américains du soin de garantir leur défense et leur sécurité avaient raison. Le « parapluie américain » a toujours été illusoire. Ensuite que la preuve est désormais faite que les Etats-Unis peuvent à tout moment renoncer à leurs engagements vis-à-vis de l'Europe. Si l'on consent à s'en rendre compte, il faut mettre les bouchées doubles. Oui, les pays d'Europe doivent se donner les moyens d'une défense autonome et adopter un « protectionnisme de dissuasion » dans la guerre commerciale engagée par Washington, et pour cela augmenter sérieusement leurs dépenses en matière d'armement. Mais on voit bien qu'ils ne s'y résignent qu'à contre-cœur. Il faudrait pour commencer qu'ils cessent d'acheter aux Américains des armements et des avions qu'ils peuvent construire eux-mêmes. Au moment où Marcel Gauchet constate que se forme actuellement une « fédération mondiale des autocraties », les Européens s'accrochent aux mantras de leur vieux monde. Ils n'ont toujours pas compris ce qui se passe ni surtout ce qui leur arrive. L'Europe de la défense n'est donc pas pour demain. Et ce n'est pas demain non plus que l'Europe pourra se doter de l'équivalent de la doctrine Monroe, ce qui entraînerait le démantèlement de toutes les bases américaines en Europe, le départ des troupes étatsuniennes, et la fermeture des mers européennes aux forces navales extra-européennes.

Le seuil critique de la période de transition entre deux époques a maintenant été franchi. Le choix est plus clair que jamais. Soit une planète régie par une seule puissance hégémonique, soit un « plurivers » articulé entre plusieurs pôles de puissance, de culture et de civilisation – des « grands espaces » correspondant aux grandes régions du monde, dirigés pour chacun d'eux par le pays qui est le plus à même d'exercer son influence dans une sphère spatiale donnée (les « Etats civilisationnels »). L'âge des civilisations se lève.

Si l'Europe ne se ressaisit pas, la bataille finale se jouera entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie.